

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009.

**Les clubs Federico García Lorca en Belgique :  
couverture du PCE et maisons de l'anti-franquisme  
(1954-2009)**

MOLINA MARMOL, Maïté

2009, 10 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

< [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc\\_etrangers\\_en\\_belgique\\_-\\_7\\_clubs\\_federico\\_garcia\\_lorca\\_en\\_belgique.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_7_clubs_federico_garcia_lorca_en_belgique.pdf) >

---

Pour citer cet article :

---

**Référencement** : MOLINA MARMOL, Maïté, « Les clubs Federico García Lorca en Belgique », in *Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique – 14 février 2009*, Bruxelles, CARCoB, 2009, [en ligne], < [http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc\\_etrangers\\_en\\_belgique\\_-\\_7\\_clubs\\_federico\\_garcia\\_lorca\\_en\\_belgique.pdf](http://www.carcob.eu/IMG/pdf/pc_etrangers_en_belgique_-_7_clubs_federico_garcia_lorca_en_belgique.pdf) >, (date de consultation).

---

Journée consacrée aux partis communistes étrangers en Belgique  
14 février 2009

## 7.

### **Les clubs Federico García Lorca en Belgique : couverture du PCE et maisons de l'anti-franquisme (1954-2009)**

Comme l'a souligné M. Enciso, la solidarité avec l'Espagne républicaine pendant la guerre civile – et le premier prolongement qu'elle a trouvé avec l'accueil des *Niños* – a constitué un contexte favorable à l'anti-franquisme en Belgique.

L'organisation politique de la communauté espagnole en Belgique remonte aux années trente mais ce n'est que dans l'après-guerre qu'elle se développe, avec l'arrivée d'exilés de la guerre civile et la mise en place de structures unitaires rassemblant militants anarchistes, communistes et socialistes : l'*Agrupación Republicana Democrática Española* (ARDE) voit le jour en septembre 1944 à Bruxelles et l'*Agrupación Republicana Española de Lieja* (AREL) en novembre 1945.

Au début des années 1950, condamné à l'illégalité en Espagne, en France et en Allemagne, le PCE bénéficie de l'aide du PCB pour imprimer son organe officiel, *Mundo Obrero*, dans les locaux du *Drapeau rouge*. La véritable organisation de la présence communiste espagnole en Belgique date cependant de la création du club Federico García Lorca (FGL, du nom du célèbre poète espagnol exécuté par la garde civile en 1936) destiné à rassembler les communistes qui ont quitté l'ARDE. Constituée en 1954 à Bruxelles (rue Fonsny) par des exilés espagnols avec l'aide d'anciens brigadistes internationaux, l'association a pour objet « de promouvoir les liens d'amitié entre Belges et Espagnols et de faire connaître en Belgique l'art, le folklore, la littérature, l'histoire et tous les aspects de la vie du peuple espagnol » (statuts publiés au *Moniteur belge* le 15 décembre 1956). La généralité de l'objet de l'association tel qu'il est défini par les statuts s'explique par l'interdiction faite à l'époque aux étrangers de mener une quelconque activité politique en Belgique (arrêté de loi du 28 septembre 1939 sur la police des étrangers) : les clubs FGL constituent donc le cadre dans lequel se développera le PCE en Belgique.

À Liège, c'est dans le même mouvement de rupture avec l'AREL que se constitue le FGL. Dès décembre 1960, l'association dispose d'un local propre en Outremeuse mais ce n'est qu'à la fin de l'année 1961 que le FGL de Liège se constitue officiellement, en tant que section du FGL de Bruxelles. Notre communication se centrera plus spécifiquement sur l'histoire et l'évolution des clubs FGL à Liège, en regard de leurs rapports avec la société belge.

Il est d'emblée important de préciser que le PCE a connu au cours de son histoire de nombreuses scissions dont les conséquences se sont répercutées jusque dans l'exil. Des associations communistes espagnoles autres que le FGL ont ainsi existé en Belgique, qu'il s'agisse de l'organisation associative des *Gallegos* à Bruxelles (qui deviendra postérieurement « La Tentation ») ou de la création des clubs *El Emigrante* à Bruxelles puis à Liège par le *Partido de los Pueblos Comunistas de España* (PCPE).

### **1. Une ouverture relative (1960-1968) : les FGL du Mont-Saint-Martin et du Pied du Pont des Arches**

L'arrivée en masse de l'immigration économique dès 1957 (date de la signature du traité bilatéral belgo-espagnol) et le rôle catalyseur de l'affaire Grimau en 1963 contribuent à l'expansion des effectifs du PCE en Belgique : ceux-ci se sont multipliés par huit depuis sa création (1959 : 52 membres ; 1963 : 406 membres).

Le PCE en Belgique est dans une phase d'implantation mais ses dirigeants s'attachent à reproduire les conditions de la lutte en clandestinité qu'ils ont connues en Espagne. Dans ce cadre, les clubs FGL constituent la couverture du parti et il est interdit aux militants d'explicitier le lien entre ces deux organisations. Les clubs constituent un outil pour attirer de nouveaux militants issus de l'immigration économique qui, bien que peu politisés et méfiants vis-à-vis de l'étiquette « communiste », se montrent sensibles au discours antifranquiste.

Les activités du PCE consistent alors principalement en des actes militants (organisation de meetings – notamment à l'occasion de la venue du poète Marcos Ana –, de manifestations, participation aux défilés du Premier Mai) mais le parti s'attache également à développer les activités récréatives et folkloriques du FGL (troupe de théâtre, groupe musical et de danse), destinées non seulement à attirer les immigrés espagnols mais également à récolter des fonds pour le fonctionnement de l'organisation et l'aide aux prisonniers politiques.

Au cours de cette phase de développement, le PCE comme les clubs n'entreprennent pas de tisser de nouveaux liens avec les organisations et partis de gauche, qu'ils soient belges (autres que le PCB qui est d'emblée d'un grand soutien pour les communistes espagnols) ou étrangers.

### **2. L'apogée (1968-1977) : le FGL de la rue de Gueldre**

En 1970, l'immigration espagnole est à son apogée avec près de 68 000 ressortissants présents sur le territoire belge. Entre temps, le PCE a connu une importante crise interne, en Espagne comme dans l'exil : en 1968, suite à l'adoption d'une position qui sera ultérieurement désignée comme « eurocommuniste », une partie des militants les plus anciens quittent le parti. En Belgique, cette crise recouvre un conflit de génération opposant des responsables et vieux militants marqués par l'expérience de la guerre civile à des jeunes davantage en contact avec la société belge.

Cette deuxième période d'intense activité du PCE, qui est à la tête des contestations liées aux Procès de Burgos et Proceso 1001, voit surtout la montée en force de l'*Unión de la Juventudes Comunistas de España* (UJCE) dont les militants comprennent la nécessité de réaliser la jonction entre la lutte antifranquiste et l'implication dans les combats à mener dans le pays d'accueil. Dans ce contexte, la direction du PCE, lors de son VIII<sup>e</sup> Congrès en 1972, met pour la première fois un bémol à la politique exclusive de « *lucha cara a España* »<sup>1</sup> et reconnaît l'existence de problèmes spécifiques aux émigrés – et par là, la nécessité de structurer ses organisations dans l'émigration, indépendamment du contexte espagnol (création de structures nationales et supranationales).

À Liège, les clubs connaissant un important développement de leurs activités, principalement impulsé par la deuxième génération qui publie un petit journal interne<sup>2</sup> et organise des ateliers de photo, un ciné-club, des groupes de danse, des équipes de foot, des excursions, etc. Ces activités contribuent à attirer de nombreux jeunes espagnols qui entrent pour la première fois en contact avec le PCE mais également d'autres jeunes progressistes attirés par la culture espagnole. Dans ce cadre, des relations vont se nouer non seulement avec les partis communistes italien et chilien, la FGTB mais aussi avec la maison de jeunes du Quartier Saint-Léonard.

Le FGL endosse donc un nouveau rôle culturel qui n'est cependant pas compris par les dirigeants du parti qui entendent garder la mainmise sur l'association, la considérant encore uniquement comme un simple prolongement du PCE. Cette situation génère des conflits entre première et deuxième génération, les plus jeunes désirant ouvrir les structures dirigeantes du club à des personnes extérieures au parti. De couverture du PCE, les FGL se constituent alors plutôt en « maisons de l'antifranquisme », plus ouvertes.

L'installation du FGL rue de Gueldre correspond à la période la plus intense de l'histoire de cette association et du PCE à Liège mais également la plus riche d'échanges avec la société d'accueil:

*« [...] Et ce sont des débats qu'on a à l'époque avec les copains, du fait qu'il ne faut pas s'enfermer au Lorca mais qu'il faut s'ouvrir à la société. Et comme nous vivons en Belgique, le Lorca doit nous alimenter, mais cette alimentation doit aller dans la*

---

<sup>1</sup> « *Cara a España* » – littéralement « le visage tourné vers l'Espagne » est une expression, chère aux communistes espagnols, résumant la politique du PCE dont l'action et les efforts ont pendant longtemps été entièrement consacrés au combat contre la dictature franquiste. Ce n'est qu'à la mort de Franco, en 1975, que le parti le plus durement réprimé par la dictature prend conscience que son combat pour la liberté en Espagne s'est fait, dans une certaine mesure, au détriment des enjeux se présentant au quotidien dans le pays d'accueil.

<sup>2</sup> « On collaborait beaucoup ton père et moi là-dedans, avec d'autres. Oui, on avait créé une petite brochure qu'on avait intitulé « Fuera », dehors. On voulait donner un double sens à ça : ça voulait dire qu'on était dehors de notre pays, d'abord, et c'était aussi dire dehors au franquisme à l'époque. C'était un peu le message qu'on voulait faire passer. Et alors, on mettait un petit peu de tout, comme dans les brochures qu'il y avait à l'époque dans beaucoup de mouvements : des articles de fond, un peu sérieux ; mais aussi des blagues, des dessins humoristiques, un petit peu de tout quoi. Et bon, ça a marché un petit temps, pas très longtemps... ». Entretien avec Juan Navarro, 28 février 2005.

*société. En somme, je vais reproduire la Fabrique Nationale/Les Lorca ; Les Lorca/La Fabrique Nationale [de Herstal]. Il faut être dans la société, sans la société notre projet politique, etc. n'a pas de sens. Donc voilà. Et va commencer à partir de 69 la période la plus luxueuse des Lorca. Ça c'est déterminant, c'est que tout va être chamboulé » (Mario Lada, 29 avril 2005)*

### 3. La décentralisation (1977-1987)

Les années 1970 marquent la fin de la vague migratoire espagnole vers l'Europe : la mort de Franco en 1975 et la légalisation du PCE en 1977 – le dernier parti politique à être légalisé en Espagne – jouent un rôle important dans ce cadre tout comme la fermeture des frontières des pays européens – pour ce qui est de la Belgique, en 1974 – dans le contexte de la crise économique. Parallèlement, les Espagnols installés en Belgique ont connu une évolution sociale qui les a fait quitter le centre des villes pour la périphérie.

C'est dans ce contexte que le FGL de Liège connaît un processus de décentralisation : s'il est vrai qu'un premier club s'était créé à Verviers dès 1966, de nouveaux FGL sont organisés dans les lieux d'implantation de la communauté espagnole : à Seraing (près des industries sidérurgiques, rassemblées autour de Cockerill) en 1977 ; à Herstal (proche de Cheratte et de ses mines et où est implantée la Fabrique Nationale) en 1978 mais également en région carolo – autre lieu de concentration de la communauté espagnole en Belgique – à Gilly en 1981. Si le FGL de Bruxelles ne connaît pas un tel processus de décentralisation (il n'a d'ailleurs déménagé qu'une seule fois pour s'installer en 1968 rue des Foulons), notons par ailleurs que diverses tentatives ont été entreprises pour créer des FGL dans les autres lieux d'implantation de la communauté espagnole en Belgique, et plus spécifiquement à Houthalen et Waterschei, dans le Limbourg, et à Anvers.

Il s'agit d'une période d'intensification de la dimension culturelle, récréative et folklorique des activités de l'association (organisation de fêtes, de cours d'espagnol, de danse et guitare *flamencas*, etc.) qui s'émancipe de plus en plus de la tutelle du parti : les FGL se regroupent d'abord en tant que club belgo-espagnol de la Région wallonne en 1981 puis sous la forme d'une fédération nationale intégrant le FGL de Bruxelles en 1984. À Liège, cette relative prise de distance entre FGL et PCE se concrétise par la constitution d'un deuxième club, le Deportivo, siège du club de foot et de la plupart des activités entreprises par la deuxième génération, alors que la « maison-mère » du PCE s'installe rue Saint-Léonard.

Le Deportivo de la rue Jonruelle constituera un important lieu d'échange avec la société belge et ses différentes composantes, comme en témoigne José Manuel Fernández :

*« Disons que c'est rue de Gueldre que nous nous projetons vers les Belges, vers les travailleurs des autres nationalités, spécialement les Belges, ce qui est logiquement dû à l'endroit où nous nous trouvons, et ça a été en quelque sorte la prémisse pour*

*aller vers le club de la rue Jonruelle, où, sincèrement, la projection vers les syndicats belges, vers la population belge fut bien plus importante, sans aucun doute, que dans les autres sièges dans lesquels les clubs FGL furent encadrés ».*

#### 4. Un héritage disséminé (1987-2009)

En 1979, le PCE est numériquement à son apogée en Belgique où il compte 1 050 militants. Dès le début des années 1970, le parti est toutefois entré dans une période de questionnement, avec la « normalisation » progressive de la situation en Espagne et le retour de nombreux militants et responsables. Dès 1979, l'UJCE est dissoute au sein du PCE et à partir de 1981, l'érosion des effectifs du parti se marque de manière plus importante – 904 militants en 1980, 758 en 1981 (chiffre n'incluant que ceux de Bruxelles et de Liège), 555 en 1982 et 324 en 1985. En 1991-1992, le Comité national du PCE en Belgique est dissout.

Parallèlement, les clubs FGL connaissent ce même déclin avec la dissolution dès 1987 de la fédération nationale, la fermeture du club de Gilly en 1989, celle de celui d'Herstal en 1996 rapidement suivie par Seraing en 1997 et du Deportivo en 1998. Les FGL connaissent en effet d'importants problèmes financiers et sont confrontés à un manque de main d'œuvre : alors que les clubs ont toujours fonctionné sur une base bénévole, la mort ou le retour au pays des plus anciens, la normalisation de la situation en Espagne et l'insertion des plus jeunes dans la société belge provoquent une baisse importante des effectifs sur lesquels reposaient l'organisation.

Le PCE et les clubs FGL ayant toujours évolué au rythme des changements de la société espagnole, la transition démocratique a en effet constitué une période de véritable crise identitaire pour ces deux organisations : quel était désormais le sens de l'existence d'un parti politique espagnol en Belgique ? La question est restée sans réponse et peu à peu, le FGL et le PCE ont vu diminuer le nombre de leurs affiliés et se restreindre leurs activités.

Que reste-t-il aujourd'hui des clubs FGL ? Le dernier club FGL de Belgique, celui de la rue Saint-Léonard à Liège, a fermé ses portes en décembre 2008. Il était resté le siège du PCE-IU de Liège mais ne s'y développaient que peu d'activités. Il était d'ailleurs essentiellement fréquenté par des immigrés espagnols de la première génération, aujourd'hui relativement âgés mais surtout par des habitants du quartier : depuis 2003, le FGL comptait, pour la première fois de son histoire, moins de membres espagnols que d'autres nationalités. Le FGL de la rue Saint-Léonard constituait l'**héritage politique** par le maintien des liens, même ténus, avec le PCE-IU.

Le FGL de Herstal est devenu le club Miguel Hernández qui n'a plus aucun lien avec le PCE et dont l'objectif principal est le maintien d'un local où puissent se réunir les Espagnols. Le club est devenu le siège de plusieurs associations, dont les fédérations d'associations de parents et de pensionnés, le *Consejo de Residentes Españoles* (CRE), organe consultatif à disposition du Consulat d'Espagne, chargé de veiller sur les droits

civils, sociaux, culturels et politiques des Espagnols résidant en Belgique) et le *Movimiento Asociativo de Emigrantes Españoles en Bélgica* (MAEEB). Le club développe des activités récréatives et folkloriques (cours de danse et guitare flamenco, cours de langue espagnole, tournois de parchís et domino, organisation de fêtes espagnoles) et est au quotidien fréquenté en majorité par des immigrés de la première génération. En tant que lieu de socialisation et de renvoi à la culture espagnole, il est toutefois également fréquenté par la deuxième et la troisième génération qui assistent à certaines des activités proposées. On trouve ici **l'héritage culturel et récréatif** des clubs FGL.

Quant au local du Deportivo, il a été racheté et y a été constitué le Centre Polyculturel Résistances (CPCR), dont l'action est essentiellement tournée vers la population multiculturelle du Quartier Nord où est implanté le local. Le seul lien maintenu avec le PCE est la présence, dans le CA du CPCR, d'un ancien militant de l'UJCE. Le CPCR est peu fréquenté par les Espagnols, et notamment par les anciens militants de l'UJCE mais il représente néanmoins **l'héritage de l'ouverture vers la société belge et ses différentes composantes, entreprise par la deuxième génération.**

*« Et en somme, je pense que le Lorca sportif de la rue Jonruelle est une réussite de métamorphose. C'est-à-dire qu'il évolue pour devenir une Maison de Quartier, enracinée dans un quartier populaire, le Quartier Nord, et il devient à son tour, une base d'acquis social pour susciter des débats, très ouverts, sur le monde, les préoccupations de la société. C'est une métamorphose normale, celui-là, oui. Les autres auraient dû suivre le même cheminement, et ils ne l'ont pas fait. [...] Et donc, il aurait fallu que les Lorca se métamorphosent, et deviennent des centres de la culture, culture du monde, culture... [...] En somme, c'est [le CPCR] le seul qui a réussi sa métamorphose, et c'est le seul qui justifie sa continuité, en la garantissant. Et ce qui est intéressant c'est que ce n'est plus qu'un travail d'Espagnols, c'est un travail de Belges et d'autres nationalités, qui ont fusionné leur savoir-faire et leur vision du monde, et leur solidarité pour créer une image nouvelle, plus solidaire... Je pense qu'on a créé des Internationalistes convaincus ». (Mario Lada, du 29 avril 2005)*

C'est ainsi que le CPCR entretient également des liens étroits avec la fédération des Métallos de la FGTB de Liège, avec laquelle ils organisent notamment des cafés-syndicaux.

Le FGL de Bruxelles a quant à lui, selon nous, réalisé la synthèse qui est restée impossible à Liège. En 2000, les locaux du FGL de la rue des Foulons sont à vendre. Soucieux « que cette histoire glorieuse continue de s'inscrire dans le tissu associatif, solidaire et de luttes, de divertissement, aussi qu'il soit un héritage légué aux générations issues des premiers arrivants, des premiers "locataires" du centre », une poignée d'anciens décident d'acquérir les locaux et y fondent le *Colectivo García Lorca*.

Ayant pour but originel la réhabilitation et la rénovation du centre culturel Federico García Lorca, le *Colectivo* a toutefois rapidement décidé de faire usage des liens précédemment établis par le FGL avec les communautés belges et immigrées. Le *Colectivo* a ainsi entrepris de prolonger ces liens en collaborant aux initiatives naissant

dans le quartier où il est implanté, et en s'attachant à fournir un lieu d'accueil aux activités proposées. Se voulant un centre culturel et social, ouvert aux luttes sociales et défendant une vision solidaire de la société, il semble que le *Colectivo García Lorca* partage de nombreux points communs avec le CPRC. Toutefois, à travers ses différentes activités, cette association maintient un lien avec l'Espagne qui n'existe pas au CPRC. Ainsi, le 15 avril 2002 le *Colectivo* a célébré l'anniversaire de la République Espagnole. Il existe également un travail de partenariat avec IU Bruxelles, qui a vu l'organisation en 2003 d'un cycle consacré à l'Amérique latine (*¡Soy loco por tí, América !*), et dernièrement, d'une conférence concernant la constitution européenne (*Après le non, no, nee, niet... Une autre Europe est possible ! Laquelle ?*).

Le *Colectivo García Lorca* constitue ainsi une synthèse qui s'est révélée impossible à réaliser à Liège entre le FGL de la rue Saint Léonard et le Miguel Hernández d'une part – en ce qui concerne la référence politique et culturelle à l'Espagne –, et le CPRC d'autre part – pour ce qui est de l'activité sociale, culturelle et politique tournée vers la Belgique et ses différentes communautés autochtones et immigrées.

Les clubs FGL sont nés, comme d'autres associations, du besoin de l'immigré de reconstituer une partie de son « chez soi » à l'étranger, ainsi que du travail d'entraide et de solidarité mis en œuvre pour s'épauler dans les situations difficiles auxquelles ils étaient confrontés dans la société d'accueil. Plus spécifiquement, si les FGL ont servi de couverture aux activités du PCE, il faut rappeler que cet engagement a été soutenu par la dimension communautaire des activités déployées par ces associations. La création et le développement des équipes de football, la récréation de la culture espagnole à travers la mise en place de groupes de danse, la fréquentation de bars où les immigrés peuvent retrouver une « ambiance espagnole » ne constituent pas de simples à-côtés par rapport à l'implication politique. Toutes les activités mises en place par le Parti s'inscrivent ainsi dans le cadre de la lutte contre Franco, qu'il s'agisse de la vente de journaux espagnols – liés de près ou de loin au PCE – de l'organisation de meetings et de manifestations, ou de nombreuses fêtes dont les bénéfices sont destinés au Parti et aux camarades en difficulté en Espagne et en Belgique. C'est d'ailleurs ce croisement entre politique et autres activités qui a fait le succès du PCE dans l'immigration espagnole – en contraste notamment avec les organisations socialistes qui se sont longtemps cantonnées à des activités strictement politiques. Les fonds issus des sections de l'immigration ont constitué un apport vital pour le PCE : toute activité entreprise aux FGL étant destinée à financer la lutte, ces associations ont véritablement constitué en Belgique les foyers du « parti de l'antifranquisme ».

Longtemps bercés par le mythe du retour, ce n'est que tard – trop tard pour entreprendre une véritable reconversion – que les dirigeants du PCE en Belgique comprendront la nécessité de joindre à la lutte contre le franquisme le combat pour le droit des immigrés dans le pays d'accueil.

**Maïté MOLINA MÁRMOL.**

**Aspirante FRS-FNRS ULg**

**Département des Arts et Sciences de la Communication –Service d'Histoire  
Culturelle**

## **NOTICES BIOGRAPHIQUES ET EXPLICATIVES**

### **Comisiones Obreras (CCOO)**

Dans le contexte de l'interdiction des partis politiques et des syndicats par la dictature franquiste, de nombreuses tentatives se succèdent pour remettre sur pied les organisations ouvrières. Dans les années cinquante vont ainsi voir le jour, en différents lieux, des commissions d'hommes et de femmes désignés par les travailleurs afin de négocier des améliorations avec le patronat. Ces premières Commissions ouvrières sont impulsées par le PCE, les mouvements chrétiens ouvriers et d'autres collectifs opposés au régime. Elles s'inscrivent dans un mouvement spontané : sous ce nom ou d'autres, elles naissent et meurent avec chaque conflit. Ce n'est qu'à partir de 1964 que les CCOO se constituent en tant que mouvement syndical organisé. Elles connaissent un triomphe aux élections syndicales de 1966, au détriment des syndicats verticaux mis en place par le régime franquiste. Aujourd'hui encore, ce syndicat, issu de la mouvance communiste, reste celui qui compte le plus d'affiliés en Espagne

### **Federico García Lorca (Fuentevaqueros, 1899 - Grenade, 1936)**

Né dans une famille de la bourgeoisie andalouse libérale, Federico García Lorca est un artiste nourri de tradition chrétienne et de folklore andalou. Il est poète et dramaturge mais également peintre et musicien. Dans ses oeuvres, il prend le parti des exploités. Sa poésie est actuelle et novatrice, parfois proche du surréalisme : il y concilie l'héritage populaire et l'art le plus actuel. Tué au début de la guerre par la garde civile et sans sépulture à ce jour, il est devenu le symbole des sacrifices imposés à l'Espagne par ces trois années de guerre.

### **Julián Grimau (Madrid, 1911 - Carabanchel, 1963)**

Né à Madrid en 1911, Julián Grimau entre au PCE au début de la guerre civile. En 1959, il devient membre du Comité central du PCE et retourne en Espagne pour entrer en clandestinité. Il est arrêté en 1962, emprisonné et torturé. Malgré une importante mobilisation et une campagne de protestation internationale, il est fusillé le 20 avril 1963.

### **Miguel Hernández (Orihuela, 1910 - Alicante 1942)**

Poète d'orientation classiciste et religieuse à ses débuts, il passe à une poésie révolutionnaire et engagée sous l'influence de Pablo Neruda, Rafael Alberti ou Vicente Aleixandre. Lorsque la guerre civile éclate, il offre à la République son corps et son art. Sur les fronts d'Espagne, sa poésie devient une arme de combat, d'accusation, de témoignage. À la fin de la guerre, il est arrêté et meurt emprisonné.

### **Izquierda Unida (IU)**

IU constitue une coalition électorale « rouge-verte » qui voit le jour en Espagne en avril 1986 à la suite de mobilisations exigeant l'organisation d'un referendum sur l'entrée du pays dans l'OTAN. Le PCE, le PCPE, d'autres partis progressistes et certains indépendants sont à l'origine de sa constitution. À la tête de la coalition se trouve le secrétaire général du PCE de l'époque, Gerardo Iglesias. En 1989, alors qu'IU se présente comme la troisième force politique espagnole, plusieurs partis ont quitté la coalition qui est de plus en plus considérée comme une nouvelle organisation de partis et

d'associations liés au PCE, bien qu'elle comprenne un nombre considérable d'indépendants. La même année, la coalition électorale se structure en un mouvement politique et social et prend pour coordinateur général Julio Anguita González. Dès novembre 1990, les partis formant la coalition cèdent leur souveraineté au profit de IU

**Fernando Macarro Castillo dit « Marcos Ana »** (Ventosa del Río Almar, Salamanca, 1921-)

Poète espagnol et membre du Parti communiste espagnol, il a activement participé à la défense de Madrid durant la guerre civile. Il passe vingt-six ans dans les geôles franquistes où il commence à écrire, rencontre Miguel Hernández et maintient des contacts clandestins avec Pablo Neruda et Rafael Alberti. Libéré en 1961, il mène une grande campagne internationale en faveur des prisonniers politiques. Il entreprend également de visiter les pays dans lesquels des communautés espagnoles sont implantées pour sensibiliser les immigrants économiques à la situation espagnole.

### **Partido Comunista de los Pueblos de España (PCPE)**

Dès 1983, alors que se tient le Xe Congrès du PCE, une nouvelle scission frappe le Parti. Une partie du Comité central décide en effet de retourner aux sources du PCE qui se rapproche trop, selon eux, de la politique sociale-démocrate du *Partido Socialista Obrero Español* (PSOE) et des partis socialistes d'Europe. Autour de la figure d'Ignacio Gallego, une partie des responsables du PCE décide de se séparer pour constituer le PCPE auquel s'agrège une série de factions dissidentes du PCE, jusque-là disséminées. Ayant participé à la constitution de IU, le PCPE en sera cependant rapidement expulsé. En 2000, soulignons que le PCPE et le *Partido Comunista Obrero Español* (PCOE, le parti fondé par Lister en 1973) ont fusionné. Le nouveau parti a gardé le nom de PCPE.

### **Procès de Burgos** (3 décembre 1970)

Procès sommaire qui a vu la condamnation à la peine capitale de seize militants de l'ETA (organisation séparatiste basque) accusés d'avoir assassiné trois personnes. Le jugement, rendu par un tribunal militaire, a connu un important impact international et a donné lieu à d'importantes manifestations et actes de solidarité, y compris de la part de l'Église catholique.

### **Procès 1001** (décembre 1973)

En juin 1972, la direction du syndicat des Commissions ouvrières (CCOO) est interceptée lors d'une réunion à Madrid. Accusés d'appartenir à une organisation illégale présumée liée au PCE, les principaux dirigeants seront jugés plus d'un an plus tard et condamnés à un total de 162 années de prison.